

ORGANISATION OF SOUTHERN COOPERATION

ORGANISATION DE COOPÉRATION DU SUD



منظمة التعاون الجنوبي

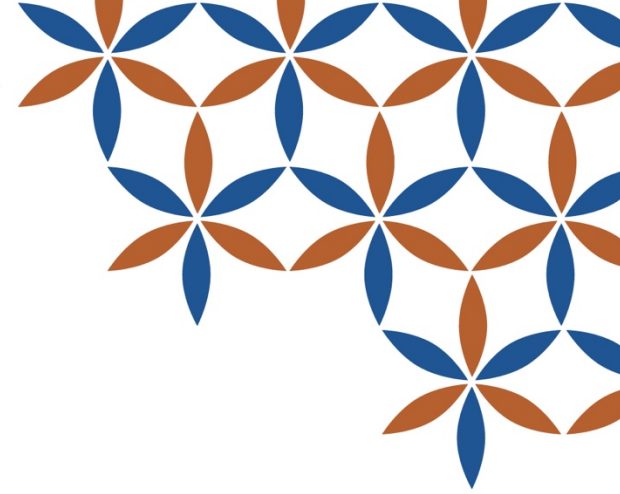
ORGANIZACIÓN DE COOPERACIÓN DEL SUR

Pourquoi **le Grand Sud ?**

Entretien avec le Secrétaire général

Manssour Bin Mussallam

www.osc.int



Pourquoi le Grand Sud ?

Entretien avec le Secrétaire général

Au cours de cet entretien, le Secrétaire général développe l'idée du Grand Sud - son origine, sa raison d'être et sa pertinence - dans la compréhension de la nécessité d'une nouvelle forme de multilatéralisme fondée sur l'égalité, l'équité et la solidarité ainsi que sur la coopération mutuelle pour relever les défis du développement et faire face aux menaces planétaires de notre époque. Il explique que le terme Grand Sud permet de s'affranchir de limitations géographiques fausses ou arbitraires, en reconnaissant un Sud au Nord et un Nord au Sud.¹

¹ Cet entretien avec le Secrétaire général a été enregistré en septembre 2022. Il a été revu à l'été 2023 pour plus de clarté et pour refléter l'adoption, depuis, de la résolution GA/RES/23/12 de l'Assemblée générale.

Intervieweur : **Pourquoi le Grand Sud ?**

Secrétaire général : Je pense qu'il convient d'abord de se demander : « Pourquoi le Sud ? », avant d'aborder la signification et la raison d'être du Grand Sud. Le débat sur le développement international que nous avons connu au fil des générations se concentre sur les pays qualifiés, dans le passé, de « tiers monde », puis de « sous-développés » ou de « en voie de développement ». Aujourd'hui, de manière générale, sous l'impulsion des instances multilatérales, ces pays sont désormais désignés comme des pays du Sud ou du Sud global.

Intervieweur : **Le terme « Sud global » constitue-t-il une catégorie d'organisme multilatéral ?**

Secrétaire général : Oui, et non - ce n'était peut-être pas le cas à l'origine, mais c'est un terme que les organismes multilatéraux ont certainement commencé à utiliser dans un sens généraliste, en plus de catégories plus précises telles que les pays à faible revenu, les pays à revenu intermédiaire, etc. Mais, dans l'ensemble, il convient d'admettre qu'il s'agit d'un terme que les organismes multilatéraux ont popularisé. Quoi qu'il en soit, le discours sur le développement international s'est historiquement adressé à ces pays, c'est un discours pour le Sud, et non un discours du Sud. Je pense donc qu'il serait intéressant de rembobiner légèrement la cassette, du point de vue de ces pays.

Remonter dans l'histoire pour considérer la perspective de ces pays qui constituent la majorité du monde, des pays ayant émergé - à différentes époques, mais pour la plupart au 20^e siècle, mais aussi plus tôt si l'on prend en compte l'Amérique latine, qui avait également été colonisée plus tôt - du colonialisme, dans un monde qui, à l'époque, pour la plupart d'entre eux, était le 20^e siècle, c'est-à-dire au sein d'un ordre mondial bipolaire. S'affranchissant du colonialisme dans ce contexte, ils ont pris conscience de la nécessité de disposer d'un espace propre, avec la conférence de Bandung en 1955 et la création ultérieure du Mouvement des non-alignés en 1961. Il me semble réducteur et simpliste d'expliquer la création de ce mouvement en le limitant au contexte historique d'un ordre mondial bipolaire. Le nom même du mouvement, bien sûr, peut laisser présager à tort que son seul but était d'affirmer sa neutralité à l'égard des États-Unis, le bloc capitaliste, et de l'Union soviétique, le bloc socialiste.

Pourtant, dans la pratique, dès les premiers jours du mouvement, il était clair que la plupart des pays membres du mouvement étaient soit plus proches de l'Union soviétique, soit plus proches des États-Unis. Pour des considérations idéologiques, ils étaient soit plus proches du capitalisme, soit plus proches du socialisme. C'est donc une mauvaise lecture de l'histoire et du mouvement que de supposer, en raison de son nom, que le non-alignement - entendu comme neutralité - était son seul objectif. Pour ma part, quand on lit certaines des déclarations communes des Sommets du Mouvement des non-alignés de l'époque, on se rend compte que les pays membres, sortis du colonialisme dans le contexte de la rivalité entre l'Union soviétique et les États-Unis, ont réalisé que l'ordre mondial bipolaire ne permettait pas de satisfaire leurs intérêts en matière de développement.

Étant donné que l'ordre mondial établi par les deux superpuissances ne répondait pas à leurs intérêts en matière de développement, ils allaient unir leurs efforts pour créer un troisième ordre mondial qui, en fait, répondrait à leurs aspirations. Telle était du moins l'intention. En ce qui concerne les réalisations du Mouvement des non-alignés, par contre, elles n'ont pas été nombreuses, en partie à cause de sa nature de mouvement sans secrétariat permanent, sans institutions travaillant quotidiennement à la mise en œuvre des déclarations. Il s'est inévitablement transformé en une conférence où, tous les trois ans, les pays pouvaient coordonner leurs positions - ce qui est important, mais reste néanmoins en deçà de l'ambition initiale.

Le phénomène le plus intéressant, au-delà de l'évaluation des résultats, est que le monde bipolaire a pris fin, mais que le Mouvement des non-alignés est parvenu à subsister. Dans une certaine mesure, cela confirme mon point de vue précédent : le mouvement ne s'est jamais limité à un non-alignement par rapport à l'un ou l'autre bloc. Et bien que je ne sois pas sûr que ce soit encore un objectif conscient du Mouvement des non-alignés aujourd'hui, la création d'un ordre mondial différent reste clairement une aspiration inconsciente, ce qui explique sa longévité. Pourquoi le Sud part-il de là, me direz-vous ? Parce que l'ordre mondial actuel, le discours international sur le développement et, il faut le souligner, *l'industrie* qui s'est construite autour de cet objectif de développement, même avec les meilleures intentions qui soient - comme dans le cas de nombreuses ONG, ne

répondent toujours pas à nos intérêts authentiques en matière de développement en tant que pays.

Il est toujours nécessaire de construire de véritables alternatives, qui sont ce qui nous unit en tant que pays par ailleurs très différents. C'est le premier point que je voudrais aborder pour expliquer l'importance que nous accordons à la coopération Sud-Sud, pour répondre à la question « Pourquoi le Sud ? ». Il convient de préciser que nous n'avons pas encore commencé à aborder la question du « Grand Sud ». Mon deuxième constat concerne les relations entre le Nord et le Sud, dans la mesure où je n'ai jamais pensé que la coopération Nord-Sud était inutile ou qu'elle n'était pas souhaitable. Ce serait, à mon avis, de la folie que de l'affirmer, et encore plus de le croire. Mais sur ce sujet, j'ai deux observations à faire : premièrement, nous devons définir la nature, les objectifs de la coopération Nord-Sud.

Intervieweur : ***Bien évidemment, c'est-à-dire dans quelles conditions cette coopération se produit-elle ?***

Secrétaire général : Absolument ! Et ma position est qu'il doit s'agir d'une véritable coopération, qui implique deux parties ayant un statut égal, mais aussi une relation équitable, étayée par un esprit de solidarité - qui s'exerce horizontalement - au lieu de la charité - qui s'exerce verticalement. Or, dans l'état actuel des choses, toute personne du Sud - qu'elle soit ou non au gouvernement - sait que ce n'est pas le cas, que les relations avec le Nord sont fondamentalement inégales, souvent inéquitables et - si l'on tient compte des organisations de la société civile bien intentionnées - charitables dans le meilleur des cas. La question est donc de savoir comment aborder ce problème. Je pense que la seule façon de parvenir à une coopération authentique et véritable - ce que la Déclaration universelle de l'éducation équilibrée et inclusive qualifie de « partenariats d'égal à égal mutuellement bénéfiques » - passe par une action collective du Sud, afin de rééquilibrer la relation déséquilibrée entre le Nord et le Sud.

La seconde observation que je fais est que pour que la coopération Nord-Sud soit efficace et effective, et pour qu'elle réponde à nos intérêts en matière de développement - pour qu'elle ne se contente pas

de reproduire une dynamique injuste de dépendance éternelle - nous devons coopérer de manière plus large, plus durable et plus approfondie entre les pays du Sud, comme condition préalable. Je parle de condition préalable parce que nous partageons au Sud des réalités, des aspirations et des défis qui n'existent pas au Nord. Cela signifie également que nous avons des connaissances, une expérience et une expertise sur ces questions que le Nord n'a pas, même si certains cherchent à nous faire la leçon sur ces sujets, par exemple, la question de la diversité, la nécessité de respecter la diversité. Dans ce cas, le Sud a toujours été, et continue d'être, beaucoup plus diversifié, même au sein des nations, que les pays du Nord. Nous avons une connaissance endogène millénaire de la diversité.

Mais en termes plus concrets, plus *techniques*, au risque de me voir taxer de pur sophisme, prenons le cas du système éducatif. Nous savons aujourd'hui - en mettant momentanément de côté l'engagement pris dans la DUEEI ainsi que dans d'autres déclarations qui l'ont précédé, dans la mesure où nous n'avons pas été les premiers à le reconnaître - que la meilleure forme d'inclusion en tant que socle - je dis bien en tant que socle, puisqu'il existe d'autres dimensions, pour lesquelles nous plaçons également - est l'éducation dans la langue maternelle. Au-delà des nombreuses et innombrables études qui l'ont démontré, c'est tout simplement une question de bon sens. De nombreux élèves arrivent à l'école avec le double défi d'apprendre le contenu et d'apprendre la langue dans laquelle ils sont enseignés, ce qui se traduit par des notes inférieures.

Pour beaucoup d'entre eux, cela se traduit naturellement par une aliénation et un rejet. Au point que certains d'entre eux peuvent même développer un complexe d'infériorité, pensant qu'ils ne sont pas assez capables ou qu'ils doivent redoubler jusqu'à ce que leurs parents, peut-être, concluent qu'ils ne sont tout simplement pas faits pour les études académiques. Même ceux qui parviennent à terminer leurs études peuvent - et c'est compréhensible - obtenir des résultats inférieurs à ceux de leurs camarades de classe qui apprennent dans leur langue maternelle, ce qui exacerbe ou reproduit l'injustice préexistante en matière d'enseignement supérieur ou d'employabilité.

Nous connaissons déjà ce fait et nous reconnaissons donc collectivement la nécessité d'un enseignement dans la langue maternelle pour aborder - au-delà du formalisme des principes, mais aussi à des fins pragmatiques - la reproduction sociale de l'inégalité par le biais de l'éducation. Il s'agit d'une question d'un intérêt particulier pour l'ensemble du Sud : l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Afrique, l'Asie. Comment cela se fait-il ? Aux Philippines, plus de 120 langues sont parlées, au Nigeria, on estime leur nombre à plus de 630, et en Bolivie, la constitution en reconnaît officiellement 37. Cette diversité extraordinairement belle constitue en même temps un défi considérable pour un système éducatif - généralement centralisé, mais même lorsqu'il ne l'est pas, en raison de la complexité technique non seulement de fournir un enseignement de qualité égale dans toutes ces langues, mais aussi de préserver une langue et une culture nationales en tant que source d'unité.

Au fond, si nous sommes fermement attachés à la reconnaissance et au respect de la diversité culturelle, nous ne voulons pas de sédition ou d'isolement culturel. Outre la complexité technique, il y a aussi la question des ressources : comment publier du contenu pédagogique, du matériel pédagogique, des manuels dans toutes ces langues ? Comment former des enseignants dans toutes ces langues ? Et comment le faire avec le même niveau de qualité, puisque les traductions automatiques ne sont manifestement pas une option ? Le discours sur le développement et, dans le prolongement de cet exemple, le discours sur l'éducation internationale reste très eurocentré ou nord-centré. Nous sommes aveuglés par les exemples éducatifs du Nord.

Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas beaucoup à apprendre, par exemple, des modèles éducatifs scandinaves, nordiques, mais nous devons avoir la lucidité de comprendre que nous avons nos propres particularités, qui vont au-delà du financement. La réalité de la diversité linguistique n'existe pas du tout, ou n'existe pas au même niveau ou à la même échelle, dans les pays du Nord. Ils ont une diversité qui va comprendre tout au plus deux ou trois, peut-être quatre langues, et dans tous les cas, presque tout le monde parle déjà la même langue comme langue maternelle. Même dans le cas d'un pays comme la France, qui a historiquement connu une diversité

linguistique considérable, la quasi-totalité des citoyens français considèrent aujourd'hui le français, et non leur langue régionale, comme leur langue maternelle. Ce n'est pas notre cas.

Nous pouvons donc apprendre tout ce que nous voulons de ces systèmes, de ces modèles nordiques d'éducation, mais ils n'ont tout simplement pas les mécanismes pour répondre à ce défi, pour transformer ce défi en une richesse pour la société, parce que ce n'est pas une réalité à laquelle ils sont confrontés. Les Philippines, en revanche, ont des expériences et des initiatives en matière d'enseignement dans la langue maternelle. Le Nigeria, tout comme la Bolivie, ont des expériences et des initiatives dans ce domaine. Même s'il ne s'agit pas d'initiatives totalement réussies, on peut en tout cas tirer des leçons des lacunes. La collaboration entre la Bolivie, le Nigeria et les Philippines, par exemple, devient indispensable et constitue la condition préalable à toute véritable coopération Nord-Sud en matière d'inclusion éducative - puisque sans ce fondement, nos efforts ne profiteront qu'à quelques privilégiés.

C'est la seconde observation que je formulais à propos de mon deuxième point concernant la raison d'être du Sud. Le premier point était que l'ordre mondial actuel ne sert pas nos intérêts de développement en tant que pays, et que notre reconnaissance commune de la nécessité de véritables alternatives nous rassemble dans le Sud. Le deuxième point renvoie aux relations entre le Nord et le Sud, que j'ai divisé en deux sous-points : le premier est que pour parvenir à une coopération authentique entre partenaires égaux, nous devons agir en tant que collectif (le Sud) pour rééquilibrer les relations avec le Nord ; le second est que nous partageons des défis et des aspirations qui rendent la coopération entre nous non seulement souhaitable et nécessaire, mais aussi une condition préalable à toute coopération efficace entre le Nord et le Sud.

J'en viens au troisième point pour expliquer « Pourquoi le Sud ? », avant d'en arriver au « Grand Sud ». Le troisième point est intimement lié aux deux précédents. En plus d'examiner l'ordre mondial, les modèles de développement qui ont été promus et mis en œuvre par le Nord, et que nous essayons toujours de mettre en œuvre et qui ne servent pas nos intérêts de développement, nous savons maintenant qu'il s'agit de

modèles de développement qui non seulement ne répondent pas à nos intérêts de développement, mais aussi - et c'est là la différence majeure par rapport à l'époque de la création du Mouvement des non-alignés - qui ne servent pas les intérêts du Nord, si l'on examine la question dans une perspective globale. En effet, cet ordre mondial, ces modèles de développement nous conduisent à une crise climatique, à une catastrophe climatique, c'est-à-dire qu'ils mènent le monde à sa perte.

Intervieweur : ***Et je suppose qu'ils ont également provoqué des crises financières mondiales, dont nous souffrons encore.***

Secrétaire général : Bien entendu, mais certains pourraient prétendre, en particulier les économistes orthodoxes, qu'il s'agit d'un cycle naturel nécessaire et que, malgré ces crises, il s'agit de la meilleure option dont nous disposons. Bien que je ne sois pas nécessairement d'accord avec cette évaluation, le débat devient idéologique, subjectif. En revanche, je cherche à faire valoir mon troisième point en m'appuyant sur des données objectives. Nous pouvons être en désaccord sur ce qui est moral ou immoral, sur ce qui est bien ou mal, et nous pouvons établir des priorités différentes avec nos raisons respectives et subjectives de le faire. Mais là où il n'y a pas de débat, c'est sur les données objectives et scientifiques qui ont fait l'objet d'un consensus quasi universel. Et à cet égard, nous savons maintenant, pour la première fois dans l'histoire, objectivement, que ces modèles ne servent les intérêts de personne à long terme.

Mais en plus de la crise climatique, de la catastrophe climatique à laquelle ces modèles nous conduisent, en termes objectifs, avec la crise de COVID-19, nous avons également constaté la vulnérabilité de ces modèles, nous avons été témoins d'une crise au Nord en termes de masques, en termes de production nécessaire pour assurer l'équipement de protection individuelle et pour faire face à la crise de manière générale. À l'époque, nombre de ces pays parlaient de réindustrialisation. Mais il s'agit là d'une autre question. Le fait est que le moment est venu de construire d'authentiques alternatives, dans la mesure où ces modèles non seulement ne servent pas nos intérêts au Sud, mais mettent en danger l'avenir de l'Humanité dans son ensemble. Et ces alternatives ne peuvent être construites qu'à partir du Sud.

Pourquoi ? Non pas parce que nous pensons que le Nord a échoué et que c'est maintenant à notre tour de nous lancer dans l'aventure - ce serait puéril, et ce n'est pas mon propos. Mais parce que, dans le contexte de la crise climatique, par exemple, nous savons qu'au Nord, avant de pouvoir construire une véritable alternative, les modèles existants doivent subir une déconstruction poussée. Et ce qui a été historiquement notre désavantage et la tragédie de nos peuples devient aussi, aujourd'hui, un avantage dans le sens où nous avons beaucoup moins de déconstruction à faire, et nous pouvons nous concentrer sur la construction.

Encore une fois, je prends l'exemple de la crise climatique parce que c'est le plus objectif et le moins débattu, mais je ne limite pas non plus le raisonnement à cet exemple. En résumé, ces trois grands points constituent ma réponse à la question initiale « Pourquoi le Sud ? ». Nous sommes maintenant en mesure, je crois, de répondre à votre question proprement dite : « Pourquoi le Grand Sud ? », terme que j'ai progressivement employé, d'abord en le proposant dans notre Programme, où il a été inscrit par l'Assemblée générale, puis dans certaines de mes interventions. Tout d'abord, parce que j'ai une profonde insatisfaction à l'égard du terme « Sud ». Je dois reconnaître que je l'ai abondamment utilisé dans le passé, et que je l'utilise encore dans de nombreux cas aujourd'hui, mais c'est simplement parce que c'est le terme le plus populaire, et qu'il facilite la conversation. Je me permets de l'utiliser moins souvent si je sais que j'aurai le temps d'expliquer pourquoi je ne fais pas usage de cette terminologie.

Mon insatisfaction à l'égard du terme tient au fait - et c'est là mon premier point sur la question du Grand Sud - qu'il faut se rendre compte que le langage que nous utilisons façonne notre perspective sur le monde et influence notre lecture du présent. Et pour élaborer des alternatives, nous devons avoir des termes qui servent cet objectif. Je me souviens d'un dialogue enregistré entre Chomsky et Foucault, où Foucault, s'adressant au modérateur, dit - et je paraphrase - « J'admire beaucoup l'aspiration et la détermination de M. Chomsky à construire des sociétés plus égalitaires, plus justes, mais je pense qu'avant de s'engager dans cette construction, il faut identifier les centres de pouvoir et les critiquer. Lorsque nous parlons de centres de pouvoir, nous pensons à l'armée, à la police, aux forces qui peuvent

être utilisées de manière répressive par l'appareil d'État, mais le véritable pouvoir ne se trouve pas là, mais à l'université, dans la culture, dans l'art, etc. Si nous ne critiquons pas d'abord ces centres de pouvoir, pour déconstruire les dynamiques de pouvoir qu'ils contiennent, en construisant la nouvelle société, nous courons le risque constant de reproduire ces mêmes dynamiques, sous une forme différente, dans la société du futur. »

Dans le même ordre d'idées, je souhaiterais que nous fassions pareil avec notre conception du monde et, en l'occurrence, il me semble que le terme « Sud » camoufle certaines idéologies. Et si nous ne dévoilons pas ces idéologies contenues dans le terme lui-même, comment les critiquer ? Et si nous ne pouvons pas les critiquer, comment allons-nous déconstruire les dynamiques de pouvoir qu'elles contiennent ? Et si la déconstruction de ces dynamiques de pouvoir n'est donc pas possible, comment allons-nous construire les véritables alternatives auxquelles nous aspirons ? J'affirme que le terme « Sud » dissimule certaines idéologies parce qu'il donne l'impression d'une catégorie basée sur la géographie, sur quelque chose d'objectif. Pourtant, l'Australie se trouve géographiquement dans le Sud, mais personne ne la considère comme faisant partie du Sud. Cuba et le Mexique sont tous deux géographiquement au Nord, mais personne ne considère Cuba ou le Mexique comme appartenant au Nord.

Il apparaît donc clairement qu'il existe une idéologie cachée, ou du moins non identifiée. Nous devons commencer à utiliser d'autres termes, en conséquence, afin de ne pas nous tromper de réalité et de ne pas mal orienter nos efforts. Il va sans dire que j'ai entendu des alternatives que je considère tout aussi insatisfaisantes. Par exemple, « le monde en développement » ou « les pays en développement » est profondément problématique, dans la mesure où nous devrions d'abord définir ce qu'est le développement. Lorsque l'on parle de développement, juxtaposé à des pays développés, l'implication est que l'on doit devenir comme les pays développés, rattraper, pour ainsi dire, et atteindre l'état actuel de ces pays développés. Pourtant, nous savons - en toute objectivité - que nous ne pouvons pas le faire, puisque si je devais, d'un coup de baguette magique, faire en sorte que tout le monde vive comme un Suisse ou un Texan, la planète se désintégrerait. Si je pouvais le faire, ce serait la fin du monde

instantanément puisque ces modèles de développement sont, encore une fois, insoutenables sur le plan écologique.

Le terme « en développement » n'est donc pas valable. Une autre alternative que j'ai entendue est le « monde majoritaire ». Elle a le mérite de mettre en évidence le fait, souvent oublié, que la majorité du monde est constituée de ce que l'on appelle aujourd'hui le « Sud », dont la voix est minoritaire. Mais en fin de compte, qu'est-ce que ce terme implique ? Quelle vertu ou quel vice, quelle vision du monde contient-il ? Je le trouve infertile pour notre propos, au-delà du rappel initial que nos pays constituent la majorité du monde. Bien sûr, il y a un terme que j'aime beaucoup, même si cela peut vous surprendre, c'est celui de « tiers-monde ». En effet, pour moi, « tiers monde » ne signifie pas qu'il y a un premier monde, un deuxième monde et que nous nous situons à la troisième place. Ce n'est pas non plus une simple référence à l'ordre bipolaire du vingtième siècle qui n'existe plus. Non, pour moi, le terme « tiers monde » implique la construction d'une alternative, à partir du tiers monde, par le tiers monde, mais pour l'humanité - il annonce une troisième voie. J'apprécie également l'utilisation du terme « monde », puisqu'il implique une diversité et des dynamiques différentes.

Intervieweur : ***Le terme « monde » implique l'humanité. Planète n'implique pas l'humanité, mais monde oui. Et cela apporte l'idée qu'il y a des mondes possibles et qu'il n'y a pas qu'une seule vérité.***

Secrétaire général : Absolument ! Néanmoins, le terme « tiers monde » est très empreint - injustement, à mon avis - d'une connotation très péjorative dans l'imaginaire collectif. Et l'on pourrait mener une bataille dans ce sens, pour changer cette perception du terme. Mais je crois qu'il faut choisir ses batailles et que celle-là ne vaut pas la peine d'être menée, du moins pas aujourd'hui. J'ai donc commencé à utiliser le terme « Grand Sud » comme une idée, qui est en partie géographique, mais qui est aussi intimement liée aux idées que j'ai soulevées plus tôt sur la nécessité d'un ordre mondial qui réponde aux intérêts de développement du Sud, et qui serve en même temps les intérêts de l'humanité dans son ensemble, y compris le Nord. Encore une fois, pour le meilleur et pour le pire, nous sommes dans le même bateau.

Dans cette optique, le terme « Grand Sud » permet de s’émanciper un peu de cette limitation géographique erronée, ou du moins arbitraire, pour inclure aussi le Sud du Nord - et aussi pour reconnaître qu’il y a un Nord dans le Sud, mais cela relève d’une autre question. Qu’est-ce que j’entends par « le Sud du Nord » ? Appartenir au Grand Sud - avec toutes les explications que j’ai fournies - ce n’est pas seulement appartenir à une région géographique, c’est appartenir à un cadre, à un mouvement qui est divers, mais qui est orienté vers une transformation de la société et du monde. C’est-à-dire d’appartenir à un club de gens qui ne sont pas satisfaits de l’ordre mondial. C’est là que le Grand Sud englobe théoriquement aujourd’hui, et effectivement en temps opportun, des mouvements tels que les mouvements des droits civiques, les syndicats, etc. dans le Nord. Donc, le Grand Sud vient justement proposer une nouvelle forme, une nouvelle lecture du monde à partir de tout ce que je viens en fait d’évoquer. Bien que longue, j’espère que ma réponse a été claire.

Intervieweur : ***Alors, est-ce vraiment un terme inclusif ?***

Secrétaire général : C’est en effet un terme inclusif, mais il ne sacrifie pas le voyage et la dynamique vers notre destination, qui est la transformation et la construction de véritables alternatives, au nom d’avoir le plus de personnes possibles à nos côtés.

Intervieweur : ***Parce qu’il remet en question les dynamiques de pouvoir qui sont présentes dans les relations, non seulement dans les relations entre le Nord géographique et le Sud géographique, mais aussi dans les relations en leur sein ?***

Secrétaire général : Oui, dans un certain sens. Notre position est que les dynamiques du pouvoir injuste, les dynamiques de l’injustice sont toujours les mêmes. Ils se traduisent différemment selon les contextes, mais les dynamiques *sous-jacents*, entre les lignes, sont toujours les mêmes, que l’on considère les droits des femmes, les droits des minorités, les droits des travailleurs, ou même, que l’on considère les disparités interétatiques ou interrégionales qui doivent être comblées. Les dynamiques de l’injustice demeurent toujours les mêmes. Ainsi, ces mouvements contre l’injustice dans ce qu’on appelle le Nord, d’un point de vue plus général servent également les mêmes causes.

Intervieweur : *J'aimerais revenir un peu en arrière, éventuellement sur un point qui est lié à cette dernière partie. Dans la première partie de cet entretien, vous avez fait référence aux modèles de développement du Nord, en particulier à la façon dont ils ne sont pas utiles pour le Sud, et il est clair qu'ils ne sont pas utiles non plus pour le Nord, si nous examinons la durabilité environnementale par exemple, et lorsque nous analysons d'autres formes de marginalisation, qui pourraient concerner le genre, le racisme, etc. Ce que je me demande, c'est si à un moment donné il y a eu un décalage, une rupture entre les modèles de développement du Nord et les formules du Nord pour le Sud, qui ne reproduisent pas le modèle de développement du Nord. Au contraire, ils semblent être des formules, si vous voulez, favorables aux modèles nordiques. Par exemple, dans les années 1990, la formule du Sud émanant du Nord était que tout devait être privatisé, ce qui n'était pas et n'est toujours pas le cas dans le Nord.*

Secrétaire général : C'est un très bon point, avec lequel je suis entièrement d'accord. Il serait en effet impossible pour le Sud de reproduire le modèle utilisé par le Nord, en mettant de côté la question des ressources, ou plutôt non, car les ressources sont au cœur du sujet. Pourquoi ? Parce que ce n'est pas en démocratie, comme on le prétend souvent, que la prospérité du Nord a été créée. Ce n'est pas la démocratie qui a conduit à la prospérité dans le Nord. C'est de l'exploitation. En d'autres termes, si le Sud devait utiliser exactement le même modèle, nous devrions devenir des pays colonisateurs, exploiter des nations, exploiter des personnes, piller des ressources, devenir des esclavagistes. Sur ce dernier point, entre parenthèses, c'est malheureusement vrai, et de la manière la plus tragique et *méprisable*, que l'esclavage a été une réalité à travers l'histoire, dans toutes les régions du monde.

Il y avait des esclaves africains en Afrique, il y avait des esclaves africains dans le monde arabe et des esclaves arabes dans le monde arabe, il y avait des esclaves dans les empires indigènes d'Amérique latine. Et dans le Nord, ils tiennent à nous le rappeler chaque fois que l'esclavage est mentionné. Et c'est une tache terrible dans le passé de chaque culture, de chaque nation, et une tache que nous devons

reconnaître. Pourtant, ce que le Nord a fait, ce qui n'avait jamais été fait auparavant dans l'histoire, a été de créer une véritable industrie à partir de l'esclavage – il a industrialisé l'esclavage. Et à partir de cette industrie – et le colonialisme est vraiment une extension de cette dynamique – il a construit sa richesse et son opulence. En fait, l'Europe, ce qui deviendra plus tard le Nord pour inclure les États-Unis, comme le dit Fanon, est littéralement la création du Tiers Monde. Pendant des siècles, les ressources : textiles, minéraux, or, café sont allées en Europe, l'engraissant de prospérité. Même les pays d'Europe qui n'avaient pas de colonies ont grandement bénéficié de la colonisation et de la traite des esclaves, créant de la richesse au sein et à partir des soi-disant « marchés », administrés par les grandes puissances coloniales.

Intervieweur : ***Ce qui n'est pas considéré comme dette.***

Secrétaire général : Selon la logique du système actuel, il serait déraisonnable de l'appeler ainsi. Et avec le colonialisme, non seulement les ressources du Sud voyageaient vers l'Europe, mais ces mêmes ressources nous seraient revendues, transformées, avec une valeur ajoutée. Vous remarquerez que les dynamiques n'ont pas entièrement changé. Mais pour revenir à l'essentiel, en guise de conclusion, il nous serait impossible – et immoral – d'adopter les modèles actuels qui ont conduit le Nord à sa prospérité actuelle.

Intervieweur : ***Ce n'est donc pas le capitalisme qui a conduit à la richesse ?***

Secrétaire général : Eh bien, outre l'esclavage industrialisé et du colonialisme, ils ont développé d'autres modèles, tels que le capitalisme et finalement le néolibéralisme, mais ce n'est pas tout à fait ainsi que l'Europe et l'Amérique du Nord se sont développées – cela a peut-être encore accru leur richesse, accéléré leur développement, mais c'est tout. Et bien sûr, les modèles qu'ils nous ont presque systématiquement proposés depuis sont des modèles qui ouvrent la porte à *leur* propre industrie, à *leurs* propres entreprises à venir dans nos pays, à investir dans nos secteurs stratégiques et à reproduire, en quelque sorte, la même dynamique extractive du colonialisme.

Intervieweur : *Où ils retournent...*

Secrétaire général : Il y a un exemple que je donne souvent, illustrant mon propos, tiré d'un article du Guardian publié en 2016 ou 2017, et bien que je devrais vérifier les chiffres exacts car cela fait tant d'années que je l'ai lu, l'article a démontré que tandis que le Sud a reçu au cours d'une année donnée plus de 1 000 milliards de dollars d'entrées financières, y compris l'aide et les investissements, plus de 3 000 milliards de dollars ont quitté le Sud pour le Nord chaque année.

Intervieweur : *Compte tenu de tout ce que vous avez dit, il me semble qu'une question centrale est le multilatéralisme et sa direction. C'est – à – dire, comment jeter les bases d'un nouveau multilatéralisme qui prenne également en compte– c'est un peu l'OCS elle-même, je suppose– ces dynamiques de pouvoir qui sont présentes dans toutes les relations, et comment les rééquilibrer afin de parvenir à un monde plus pacifique où la coexistence est possible ?*

Secrétaire général : Comme vous l'avez souligné, dans une large mesure, il s'agit de la proposition de l'OCS, de la structure fondamentale de l'OCS elle-même. Parce que la prémisse de toute ma réponse, le fondement de tout ce que je vais vous dire à ce sujet, c'est qu'il n'y a pas de multilatéralisme sans organismes multilatéraux. Par conséquent, pour une nouvelle forme de multilatéralisme, nous avons besoin d'un nouveau type d'organe multilatéral – et tout ce que nous nous efforçons de faire dans la création, la consolidation et le développement de l'OCS va dans ce sens. Maintenant, de quel type d'organismes multilatéraux avons-nous besoin ? Et je m'efforcerai de répondre sans expliquer l'OCS elle-même, mais en tirant des principes plus généraux.

Mon premier point – même s'il peut sembler simpliste, ce que je ne pense pas, bien qu'il soit simple – est qu'une organisation intergouvernementale ne peut pas, dans sa propre structure organisationnelle, reproduire la dynamique de pouvoir à laquelle elle est censée s'adresser. L'étude de cas évidente est celle des Nations unies, où l'ancien Secrétaire général de l'ONU, feu Kofi Annan, a lui-même reconnu la déficience structurelle du système et a été l'un de ceux qui ont tenté de le réformer. Dans cette institution extraordinaire

qu'est l'Assemblée de toutes les nations, toutes les nations n'ont pas la même voix, où certaines initiatives peuvent être arrêtées par un seul État – par ce qui semble être un droit divin – juste parce qu'il dispose d'un siège permanent au Conseil de sécurité, avec droit de veto.

On nous dit cependant que l'existence du Conseil de sécurité est cruciale pour adopter des résolutions importantes au service de la paix, de la sécurité collective, en temps opportun, et que le droit de veto est tout aussi important pour éviter les escalades à la suite des votes – en d'autres termes, pour assurer un consensus dans la prise de décision. Cet argument devrait être débattu, mais je peux comprendre qu'il soit parfois nécessaire, pour des questions de grande importance, de grande urgence, et si elles sont bien réglementées, d'avoir la possibilité de constituer de petits comités afin de prendre des décisions. Accepter ce principe, selon lequel certains pays ont plus de voix que d'autres, reste inacceptable et reproduit les dynamiques de l'inégalité et de l'injustice. Pourquoi ne pas avoir un Conseil de sécurité représenté exclusivement par des organes régionaux - avec l'Union africaine, la Ligue arabe, la CELAC, l'Union européenne, etc., eux-mêmes composés d'États membres, chacun disposant d'une voix avec droit de veto.

Cela aurait, à mon avis, plus de sens, si un Conseil de sécurité devait exister, de s'attaquer à la dynamique de pouvoir injuste de l'ordre actuel. En tout état de cause, mon premier point est qu'aucun État ne devrait avoir plus de voix au sein d'un organe multilatéral qu'un autre. Il y a, bien sûr, d'autres aspects à soulever sur le nouveau type d'organisations internationales dont nous avons besoin, mais cela m'éloignerait du cadre de votre question. Nous parlerons de cette question dans le contexte donné. Ensuite, il y a un travail de conscience que l'on doit faire – et ce n'est ni simple ni facile. Il n'est peut-être pas très attrayant pour moi de le dire, car il n'y a pas de formule technique à donner sur la construction de la conscience, mais qu'on le veuille ou non, le multilatéralisme est de la politique dans le meilleur sens du terme – un projet pour le monde – et tout comme la politique nationale nécessite de la pédagogie, c'est-à-dire un processus de dialogue et d'apprentissage mutuel, il en va de même pour le nouveau multilatéralisme.

Intervieweur : *Avant de continuer, je voudrais revenir un instant sur les Nations unies. L'ONU a été critiquée pour son inefficacité dans de nombreux cas. Mais il y a aussi une certaine reconnaissance du fait que, même si ce n'est peut-être pas parfait, c'est un espace qui doit être préservé dans la mesure où c'est celui que nous avons pu construire, et il remplit une fonction importante. De même, par exemple, en Amérique latine et dans les Caraïbes aujourd'hui, il y a un grand mécontentement à l'égard de l'Organisation des États américains (OEA), ce qui n'était pas tout à fait le cas il y a dix ans. Néanmoins, l'OEA reste, dans l'ensemble, un espace dans lequel les pays des Amériques sont proactifs. Pourquoi pensez-vous que nous nous accrochons aux institutions que nous avons pu construire, bien que nous ne puissions pas vraiment les transformer en autre chose, ni que nous ayons pu construire de nouvelles institutions alternatives ?*

Secrétaire général : Eh bien, je suppose que l'on pourrait considérer l'image suivante : les institutions que nous avons s'apparentent aux canots de sauvetage, nous sauvant de la noyade. Maintenant, nous nous rendons compte que nous n'avons pas les mêmes sièges que les passagers de première classe, par qui ils ont été construits, et nous sommes même laissés dans l'eau, n'étant relevés que lorsque nos têtes plongent sous l'eau. Pourtant, même si nous sommes mécontents de cet état de fait, nous ne voyons tout simplement pas un autre canot de sauvetage.

Intervieweur : *Ou une bûche.*

Secrétaire général : Si nous devons avoir un autre canot de sauvetage, un avec plus d'espace, nous y prendrions probablement place – non pas pour abandonner l'actuel, mais pour mieux nous sécuriser et, peut-être, pour que les passagers du canot de sauvetage actuel changent d'attitude envers nous - les noyés qui n'ont actuellement d'autre choix que d'accepter de rester dans l'eau - et commencent à coopérer avec nous pour que tous nos canots de sauvetage atteignent le port sûr. Dans l'une de mes interventions, dans le contexte du changement climatique, j'avais déclaré qu'il ne pouvait y avoir de déconstruction sans plans de reconstruction. Je vais peut-être aller encore plus loin maintenant, dans ce contexte. Le plan de

reconstruction est insuffisant : nous devons avoir une construction parallèle, non pas en remplacement mais en complément des autres canots de sauvetage, pour nous permettre à tous d'atteindre le port sûr – c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de démonter le canot de sauvetage où les passagers de première classe sont assis, mais d'en construire d'autres à partir desquels nous pouvons coordonner conjointement notre navigation pour atteindre le port sûr. Plus concrètement, en ce qui concerne les Nations unies, il serait insensé de chercher à la défaire. Comme vous le soulignez à juste titre, il joue un rôle crucial malgré ses lacunes. Mais il faut aussi avoir d'autres espaces, des espaces supplémentaires qui ont été conçus pour ne pas reproduire ces lacunes.

Une manière d'y parvenir, au-delà de la question du Conseil de sécurité des Nations unies en raison de l'inégalité structurelle, nous devons en outre reconnaître qu'il existe également un pouvoir économique au sein des institutions multilatérales. Lorsqu'un État - mais aussi dans le cas de donateurs du secteur privé ou de la société civile - contribue à la moitié, voire au tiers du budget d'une organisation internationale, ce contributeur a naturellement le pouvoir de dicter la direction de l'organisation, et s'il ne dicte pas, le Secrétariat de cette organisation internationale peut agir de manière préventive, peut-être même inconsciemment, de la manière dont il croit que l'État ou le donateur donné attend d'elle qu'elle agisse. L'organisme multilatéral doit devenir financièrement indépendant – je dis financièrement, étant donné qu'il ne peut et ne doit pas être complètement indépendant : c'est-à-dire que les États membres doivent activement prendre des décisions et superviser ses travaux, dans la mesure où c'est la seule façon d'assurer une *vraie* démocratie dans l'Assemblée des États membres souverains, où les décisions sont votées.

Alors, vous m'avez également demandé mon avis sur les raisons pour lesquelles nous ne semblons pas avoir été en mesure de construire de véritables alternatives, en termes de multilatéralisme et de modèles de développement. Je pense qu'il y a deux raisons, peut-être plus techniques et que je crois que vous êtes plus intéressé à entendre plutôt que mon explication sur le fait que nous ne savons pas vraiment comment construire une conscience internationaliste, ce que je pense toujours que nous devons faire.

D'abord, dans les institutions que nous avons pu construire, mais qui n'ont pas évolué vers les véritables alternatives que nous voulions, je crois que nous avons reproduit de nombreux aspects des modèles des premiers organismes multilatéraux, dans la mesure où nous avons supposé que la question fût celle des individus ou des nations spécifiques, alors que le problème fondamental était structurel. Ou alors, comme une correction excessive des problèmes structurels que nous avons vus au sein de ces premières instances multilatérales, nous avons façonné nos nouvelles organisations de telle manière qu'elles sont devenues impuissantes, sans aucun pouvoir discrétionnaire, obligeant constamment les chefs d'État et de gouvernement à se réunir pour prendre une décision. En résumé, le premier problème est que nous avons reproduit les modèles des premiers organismes multilatéraux avec toutes leurs lacunes structurelles, ou, parce que nous étions mécontents des problèmes structurels de ces organismes, nous avons fini, par inadvertance, par façonner nos nouvelles organisations d'une manière qui les empêchait de faire quoi que ce soit de tangible.

Intervieweur : ***Voulez-vous dire que, par peur d'être blessés, nous avons créé des organisations impuissantes ?***

Secrétaire général : Pour faire simple, et en partie, oui. La deuxième raison, je crois, est que lorsque nous articulons de véritables alternatives, sans reproduire les modèles existants ni les rendre impuissants, nous le faisons pour des raisons idéologiques. Des organisations de gauche pour des gouvernements de gauche, ou des organisations néolibérales pour des gouvernements néolibéraux. Le résultat est qu'avec un changement de gouvernement, toute l'entreprise s'effondre. En d'autres termes, alors qu'il faut avoir un cadre idéologique - qui est la transformation, la souveraineté, le respect des droits, etc. -, il doit néanmoins s'agir d'un cadre suffisamment large dans le contexte du multilatéralisme, pour reconnaître la diversité des pays et les divergences entre les gouvernements. Il doit s'agir d'un cadre qui permette aux États membres de se sentir à leur place, quelles que soient leurs différences idéologiques, où un gouvernement de droite et un gouvernement de gauche peuvent contribuer et coopérer de manière égale. Pourtant,

chaque fois que nous avons articulé une structure vraiment alternative, une structure vraiment différente, nous l'avons malheureusement idéologisée à un niveau tel que nous l'avons condamnée à l'échec.

Le troisième point que je voudrais soulever est que nous n'avons pas donné suffisamment la parole, au sein de ces nouvelles organisations intergouvernementales, et de manière un peu plus directe que la représentation par le gouvernement, aux peuples. Pour éviter tout doute, permettez-moi d'abord de préciser que ce n'est absolument pas le rôle de tout organisme multilatéral d'interférer dans les affaires intérieures d'un État. Ceci étant dit et maintenu, nous pouvons à présent soulever le fait connu que de nombreux pays du Sud reçoivent des pressions considérables, notamment financières, de sources extérieures concernant les politiques qu'ils devraient souhaiter adopter - ce qui ne constitue rien de moins que des menaces. Dans de nombreux cas, en particulier en cas de pression financière, les gouvernements de ces États, naturellement, pour assurer la continuité des services de base dans l'intérêt de leur population, considèrent qu'ils n'ont peut-être pas d'autre choix que de céder à cette pression extérieure.

Mais s'il y a une pression de l'opinion publique de la population, tant au niveau national qu'international, à l'égard d'une décision particulière prise par les États membres au sein d'un organe multilatéral - ce qui est une véritable alternative - cette pression publique devient également un instrument et une ligne de défense pour l'État concerné face aux pressions extérieures, principalement financières. Et c'est là que je vous dis que nous n'avons pas suffisamment inclus les gens dans le cadre de nos véritables institutions alternatives. C'est-à-dire que si je crois qu'il y a du travail à faire au niveau du gouvernement envers sa propre population - ce qui est une affaire interne à chaque pays - il y a aussi du travail à faire au niveau des instances multilatérales pour impliquer les groupes de la société civile, une masse critique, au-delà des grandes ONG qui constituent, il faut le souligner, une puissance en soi et pas nécessairement représentatives - même si elles peuvent se trouver être des façonneuses - de l'opinion publique.

Mon quatrième point, qui s'appuie sur le précédent et est transversal, est que, historiquement, nous avons également été trop transparents ou trop secrets. Autrement dit, dans le premier cas, de véritables alternatives ont trop souvent - et avec les meilleures intentions au monde - déclaré publiquement l'objectif final, ce qui serait fait pour l'atteindre et comment, quand la mise en œuvre commencerait, quelles ressources seraient utilisées et quels plans d'urgence seraient en place. En d'autres termes, ils sont trop souvent sortis en énonçant toute la stratégie, face à des intérêts puissants qui sont perturbés. À l'autre extrémité du spectre, certaines initiatives d'alternatives authentiques, dans le but d'empêcher précisément le sabotage, ont été conçues et mises en œuvre d'une manière trop opaque et secrète afin de générer les niveaux de soutien nécessaires à la réalisation de leurs objectifs. En résumé, la quatrième et dernière raison, je crois, est que nous avons soit été si secrets que nous n'avons pas été en mesure de constituer la masse critique nécessaire en vue de réaliser nos aspirations, soit si transparents que nous nous sommes condamnés au sabotage. Ce sont les quatre points qui, je pense, répondent à votre question.



ORGANISATION OF SOUTHERN COOPERATION منظمة التعاون الجنوبي
ORGANISATION DE COOPÉRATION DU SUD ORGANIZACIÓN DE COOPERACIÓN DEL SUR

www.osc.int